



**CGT FINANCES PUBLIQUES
De la GIRONDE**

cgt.drrip33@dgfip.finances.gouv.fr

**24, rue François de Sourdis
33060 Bordeaux cedex
(fax 05 56 90 76 93)**

**1° étage, Tour A
Cité administrative
Boîte 85 33090 Bordeaux cedex
05 56 24 81 52 Fax 05 56 24 86 34**

CAPL B MOUVEMENT LOCAL 17/07/2014 : La CGT en phase avec les salariés

La situation des salariés se dégrade de mois en mois: hausse des inégalités, augmentation de la pauvreté qui touche d'abord les chômeurs et les salariés, installation du chômage de masse, désillusion, démobilisation et usure des salariés au travail, déstructuration de la vie sociale.

L'industrie continue de perdre des emplois. Les mesures d'austérité prises par le gouvernement aggravent la situation.

Le réveil est rude : nombre d'électeurs ont orienté leur vote européen du 25 mai 2014 vers une extrême droite qui se nourrit de la désespérance sociale.

La CGT mesure le danger : la poussée de l'extrême droite s'explique par la défiance envers les politiques d'austérité qui ne répondent en rien aux aspirations des populations pour un véritable projet européen.

De son côté, le gouvernement français n'a pas son pareil pour désespérer les partenaires sociaux : Avant même l'ouverture de la 3eme conférence sociale du quinquennat du 7 juillet 2014, le gouvernement répond à deux vieilles revendications patronales : Le relèvement des seuils sociaux et la simplification du code du travail en vue de « rendre l'économie plus souple », selon les termes du ministre du travail.

Il donne raison au patronat qui ne veut pas endosser sa responsabilité dans la reconnaissance de la pénibilité au travail et qui exclut du travail pour inaptitude 150 000 salariés par an. Ainsi et de façon unilatérale, il remet en cause des mesures qui ont fait l'objet d'une négociation, d'un accord, d'une loi.

La DGIP est à l'image de cette société : budgets de fonctionnement en baisse, gel des salaires, suppressions d'emplois, promotions sacrifiées...

Avec ses 1543 vacances de B et 1720 vacances de C, la DGFIP affiche son mépris des OS par des faux semblants de dialogue social.

La Gironde n'échappe pas à la critique. Bien que conscients des conditions de travail des collègues des services RH, les préparations sont rendues de plus en plus difficiles aux élus. Alors que nous acceptons de travailler dans des délais raccourcis, la DRFIP nous refuse la transmission de certains documents que nous estimons nécessaires à l'exercice des mandats : liste des agents ayant fait une demande de mutation, liste de tous les départs du département par nom et par service, listes des agents en poste en Gironde et leur affectation officielle avant CAPL, liste des agents par grade affectés en équipe de renfort. Sans oublier les transmissions tardives des documents parfois suggérées par les organisations syndicales à l'exemple du tableau récapitulatif des vacances d'emplois C.

Que dire de la préparation de cette CAPL : alors que nous avons accepté de raccourcir les délais de préparation, nombre de documents sont transmis tardivement, souvent à la demande des organisations syndicales, des fiches de vœux non conformes (certaines fiches de vœux sont annotées on ne sait pourquoi ni par qui, déposées pour certaines hors délais...)

Vous rajoutez à cette situation des gels de postes intempestifs FGP, postes au préalable publiés vacants et demandés par des agents.

Rien n'est fait pour que les Organisations syndicales exercent correctement leur mandat.

Vous n'avez toujours pas accédé à notre demande de communication de la liste nominative par grade et par service des agents en poste en Gironde, document essentiel à notre travail.

Comment ne pas considérer qu'il s'agit là d'un réel refus du dialogue social ?

La CGT Finances Publiques 33 considère que de telles incohérences compromettent l'exercice syndical et vous demande solennellement que tous les postes publiés lors de l'ouverture des mouvements locaux soient pourvus dans le respect des choix formulés par les agents.

Pour revenir à ce mouvement, alors que 57 postes sont proposés dans la filière fiscale et 42 dans la filière gestion publique, 14 restent vacants dans la première et 19 dans la deuxième. Ainsi, après avoir procédé à 40 suppressions d'emplois, la Gironde subit maintenant les vacances d'emplois.

Que vont devenir les services désormais en sous effectif depuis longtemps fragilisés par les suppressions d'emplois ? quelles seront les conditions d'exercice des missions ? comment ne pas penser à tous ces agents de plus en plus amenés à culpabiliser à la moindre de leurs absences ? Alors qu'ils sont en souffrance avérée, qu'elle sera leur vie au travail ?

La CGT Finances Publiques réaffirme que l'administration doit recruter à hauteur des besoins, pourvoir les postes vacants et créer des postes pour le fonctionnement des services afin que les agents effectuent leurs missions dans les meilleures conditions possibles.

Compte tenu de ces incohérences, la CGT votera contre le mouvement que vous proposez aujourd'hui.

Bordeaux le 17/07/2014

Les élus en CAPL B pour la CGT